

L'hon. M. Claxton: Peut-être ma mémoire fait-elle défaut. Mais nous avons discuté la question. A la suite de l'observation de l'honorable député, j'ai fait faire une enquête spéciale par la Gendarmerie royale du Canada et grâce à un autre moyen. Quand on a mis à jour les faits que j'ai mentionnés, je ne pouvais que renvoyer ce jeune homme du service. Il n'y a pas eu de verdict de culpabilité.

J'ai cru de mon devoir de décider si, d'après les circonstances, la sécurité du pays réclamait ou non qu'il reste dans cet emploi d'un genre particulier. Il est intéressant de signaler qu'à peu près au moment de son congédiement ce jeune homme a demandé un emploi analogue au Conseil national des recherches.

Les renseignements obtenus nécessitaient-ils mon intervention? Il y a sur ce point une honnête divergence d'opinion entre moi et le représentant de Rosetown-Biggart. J'ai cru devoir agir. Je n'aime pas prendre ce genre de responsabilité; mais je ne voyais pas autre chose à faire. Le représentant de Rosetown-Biggart et le premier ministre de la Saskatchewan ont adopté un point de vue opposé. Il y a eu divergence d'opinion. Les mesures à prendre pour la combler soulèveraient des questions qui sont loin d'avoir rapport aux crédits. Si l'on démontre la nécessité de mettre sur pied un mécanisme particulier, ce sera alors une question d'ordre général dépassant largement la compétence du ministère de la Défense nationale. Suivant l'attribution actuelle des responsabilités, le ministre doit prendre une décision en se fondant sur les rapports qui lui sont soumis.

Puis-je ajouter qu'il n'y a pas lieu de douter un seul instant de l'assurance que nous a donnée le représentant de Rosetown-Biggart de sa complète bonne foi, de son désintéressement et de son désir de servir la cause commune. Il l'a prouvé lorsqu'il m'a soumis un autre cas et, quand je l'ai eu mis au courant des faits, il s'est déclaré complètement satisfait. Il n'a certes pas porté de nouveau le cas à mon attention.

M. Coldwell: J'étais bien satisfait.

L'hon. M. Claxton: C'est ce que j'ai cru. Je pensais avoir donné à l'honorable député de Rosetown-Biggart les renseignements qu'il voulait. Dans un cas il s'est montré satisfait mais non dans l'autre. Il s'agissait là d'une honnête divergence de vues et je ne vois pas comment j'aurais pu agir autrement.

M. Coldwell: Le ministre porte à mon attention que ce jeune homme a déjà été dirigeant du parti communiste.

L'hon. M. Claxton: D'un groupe communiste.

M. Coldwell: C'est la première fois que je l'entends dire, je l'ignorais complètement et le ministre ne l'avait pas mentionné. Pour ce qui est de l'activité politique, je crois savoir ce qui en était. Elles avaient trait je pense au mouvement cécéliste et remontaient à quelques années antérieures. Nul ne saurait, à mon sens, prétendre que notre mouvement politique ait rien de commun avec le parti communiste. Parce que ce jeune homme a été renvoyé ou menacé de renvoi d'une maison d'enseignement qu'il fréquentait en même temps que d'autres jeunes hommes qui avaient organisé un groupe cécéliste à cet endroit, il a été l'objet d'une enquête, puis de mesures disciplinaires, je crois, de la part de la plus haute autorité de cette maison d'enseignement. J'ai des lettres échangées à ce sujet avec cette autorité et, de fait, j'ai eu la permission de les publier, ce que j'ai fait en 1934, je crois. Si c'est là l'incident. . .

L'hon. M. Claxton: Je ne sais pas s'il s'agit de cet incident.

M. Coldwell: C'est bien l'incident.

M. Stick: En prenant part à cette discussion, monsieur le président, on se rend compte qu'on manque de renseignements détaillés qui, pour des raisons de sécurité, ne peuvent être révélés. Il faut donc nécessairement s'en tenir aux grandes lignes. Que la défense, aujourd'hui, revête l'importance pour les pays démocratiques soucieux de maintenir leurs libertés, les événements qui se sont produits dans plusieurs pays le démontrent amplement. Dans un discours récent prononcé aux États-Unis, le général Eisenhower a donné l'avertissement que, si nous voulons demeurer libres, il nous faut être puissants. Je cite:

Le général Eisenhower disait hier soir que les États-Unis ont réduit leurs armements au-dessous du point critique dans un monde non encore entièrement pacifié.

Plus loin:

Tant que nous ne serons pas parvenus à une paix véritable, ajoute le président-soldat de l'université Columbia, toute faiblesse en face de la puissance des Soviets est "presque aussi criminelle que la guerre elle-même".

L'article continue:

En parlant clairement de la Russie, Eisenhower a déclaré que, même si une seule puissance "monte et maintient une machine de guerre qui dépasse les exigences reconnues d'une sécurité raisonnable, une guerre d'agression demeure une constante menace aux pays pacifiques".

Puis:

"Ne nous imaginons pas qu'en 1950, il suffise pour assurer une paix véritable que de "très gros personnages" signent des documents ni montrent les dents dans les conseils tenus à Paris, à Genève, à Washington ou à Tahiti. . .